

Enfants étrangers : "Les mots de Marine Le Pen rappellent ceux de Mégret"



La dirigeante du Front national prône la fin de l'éducation gratuite pour les enfants étrangers. Décryptage avec Valérie Igounet, historienne de l'extrême droite.

Non, le Front national n'a pas changé. Sa présidente, Marine Le Pen, l'a encore démontré ce jeudi, alors qu'elle était l'invitée de l'institut de sondage BVA pour un de ses petits-déjeuners "Pop 2017". Lors de ce rendez-vous, la candidate d'extrême droite a prôné la fin de la scolarisation des enfants étrangers en situation irrégulière, et réclamé une "contribution" pour ceux dont les parents en situation régulière ne travaillent pas. Elle a lancé :

"La solidarité nationale doit s'exprimer à l'égard des Français. Je n'ai rien contre les étrangers, mais je leur dis : 'Si vous venez dans notre pays, ne vous attendez pas à ce que vous soyez pris en charge, à être soignés, que vos enfants soient éduqués gratuitement.'"

Avant d'ajouter : "Maintenant, c'est terminé, c'est la fin de la récréation !"

La dirigeante a par ailleurs confirmé que son parti envisageait un accès restreint à la gratuité d'autres services publics et à certaines prestations sociales pour "les étrangers qui arrivent dans le pays et n'ont pas encore cotisé et payé d'impôt".

"Elle fait du lepénisme pur"

Voir Marine Le Pen défendre des positions aussi radicales n'est pas en soi une surprise. En dépit des tentatives de dédramatisation entreprises depuis son arrivée à la tête du FN, ce parti n'a en vérité jamais dévié de ses fondamentaux (rejet de l'immigration, préférence nationale...), rappelle l'historienne Valérie Igounet, spécialiste de l'extrême droite :

"Elle fait ici du 'lepénisme' pur. Ses mots, sa phraséologie rappellent même beaucoup ceux de Bruno Mégret, quand il était secrétaire général du parti."

En 1991, Bruno Mégret publiait "50 propositions sur l'immigration". Parmi les idées alors défendues par le dirigeant frontiste, une vague de dénaturalisation, mais aussi... l'instauration d'un quota d'immigrés par classe. Point n°19 :

"La présence massive d'enfants immigrés dans certaines classes remet en cause la scolarité d'enfants français. Dans certains établissements, ce sont près de 50 nationalités qui se côtoient. Il est nécessaire d'établir un quota maximum d'enfants étrangers par classe, afin de permettre aux jeunes Français des quartiers défavorisés de suivre un enseignement normal et de rompre avec un enseignement à deux vitesses, selon que l'on soit issu d'un milieu favorisé ou non."

Les propos tenus ce jeudi par Marine Le Pen s'inscrivent en tout point dans la continuité de cette pensée : distinction entre deux catégories

d'enfants, immigration vue comme une déferlante et un péril... "A certains égards, elle frappe même encore plus fort que son prédécesseur", juge l'historienne.

Faire passer les divergences du FN au second plan

Pourquoi Marine Le Pen, qui s'évertue d'ordinaire à lisser son image, s'est-elle laissée aller à ce type de déclarations jeudi ? Ce timing n'a rien d'anodin, relève Valérie Igounet. Sur l'économie, et plus récemment sur la question de l'IVG, des lignes de fracture sont apparues au sein du FN entre la ligne de Marine Le Pen et celle de sa nièce, Marion Maréchal-Le Pen. Des signes de divergence malvenus à quelques mois d'une présidentielle pour laquelle la dirigeante nourrit de grandes ambitions.

Valérie Igounet analyse :

■ "Parler d'immigration aujourd'hui, pour Marine Le Pen, c'est tenter de faire passer au second plan ce qui divise le parti, en faisant beaucoup de bruit sur une thématique qui fait consensus dans les rangs du FN."

Sur ce sujet, en effet, Marion Maréchal-Le Pen ne la contredira pas.

S.B.